



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



ATLAN Mathis Thibaud
Résidence Les Aunettes
Logement n° c201
1, impasse de Prédecelle
91000 Évry

Décision d'abrogation n°2025-xx de la décision d'admission d'un logement en résidence universitaire.

LE DIRECTEUR GENERAL DU CENTRE RÉGIONAL DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES ET SCOLAIRES DE VERSAILLES

Vu les articles L242-1 à L242-5 du code des relations entre le public et l'administration ;
Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L.822-1, R.822-2, R.822-30, R.822-31 ;
Vu le décret n°2016-1020 du 26 juillet 2016 fixant les critères d'attribution de certaines catégories de logements destinés aux étudiants ;
Vu le décret n°2016-1042 du 29 juillet 2016 relatif aux missions et à l'organisation des œuvres universitaires ;
Vu la circulaire Cnous n° 20240221-1 « modalités de gestion locative pour la campagne d'admission 2024-2025 » du 21 février 2024 ;
Vu la décision unilatérale d'admission pour l'année universitaire 2024-2025 ;
Vu le règlement intérieur des résidences du Crous de l'académie Versailles ;
Vu les relances en date du 09/12/2024 et 07/02/2025 ayant pour objet la constitution du dossier locatif ;
Vu les rappels en date du xx/xx/xxxx ;
Vu le compte rendu de l'entretien du XXX en présence de XXX, Directeur des résidences du site des Hauts-de-Bievre/VSQ/Saclay, et de XXX, Directrice adjointe, pour lequel Monsieur / Madame XX a été dûment convoqué ;

CONSIDERANT les observations de Monsieur ATLAN Mathis Thibaud recueillis au cours de l'entretien du XXX ;

CONSIDERANT que Monsieur ATLAN Mathis Thibaud, malgré les relances, n'a pas fourni les pièces constitutives prévues à l'article 1.1 de sa décision d'admission, à savoir :

- Le certificat de scolarité ;
- L'attestation d'assurance multirisque habitation ;

CONSIDERANT que Madame / Monsieur ATLAN Mathis Thibaud ne peut justifier de sa qualité d'ayant droit pour l'année 2024/2025 ;

CONSIDERANT que Monsieur / Madame ATLAN Mathis Thibaud a reconnu, dans un courriel daté du xxx, ne plus avoir le statut d'étudiant // ne pas disposer d'un certificat de scolarité ;

CONSIDERANT que, lors d'une intervention de traitement des nuisibles et visite de contrôle effectuée le xx et le xx il a été constaté que Madame / Monsieur ATLAN Mathis Thibaud a manqué à ses obligations d'hygiène et d'entretien de son logement et n'a pas respecté le protocole de désinfection prévu à l'article 7 du règlement intérieur, et ce, en dépit des avertissements qui lui ont été adressés ;

CONSIDERANT que, suite au refus de Madame / Monsieur ATLAN Mathis Thibaud à la visite de contrôle du xxx en vue du respect du règlement intérieur, il a été convoqué à un entretien, mais n'a pas donné suite à celui-ci ;

CONSIDERANT qu'il convient de constater que Madame / Monsieur ATLAN Mathis Thibaud ne s'est pas acquitté du paiement de sa redevance à terme échu, soit le 1er jour du mois suivant d'occupation, conformément aux modalités décrites dans l'annexe financière de sa décision d'admission, Madame / Monsieur ATLAN Mathis Thibaud est en dette de xx € à la date du 28 février 2025 ;

CONSIDERANT que, ces faits sont de nature à constituer des manquements manifestes aux obligations incombant au statut de résident,

DECIDE

Article 1 Abrogation

La décision d'admission de Madame / Monsieur ATLAN Mathis Thibaud portant titre d'occupation du logement c201 dans la résidence universitaire « Les Aunettes » **est abrogée avec effet à la date du 1^{er} avril 2025.**

Article 2 Conséquences de l'abrogation pour un occupant

Par l'effet de la présente décision, Madame / Monsieur ATLAN Mathis Thibaud devient occupant sans droit ni titre de la résidence qu'elle/il doit quitter sans délai à compter de la date du 1^{er} avril 2025. Dans le cas où Madame / Monsieur ATLAN Mathis Thibaud ne se conformerait pas à cette décision, le Crous de Versailles saisira le tribunal administratif de Versailles sur le fondement de l'article L. 521-3 du code de justice administrative, d'une demande d'expulsion.

Article 3 Voies et délais de recours

Les litiges résultant de l'application de la présente décision peuvent faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la direction générale du Crous dans un délai de deux mois après la date de notification de la présente décision à l'adresse suivante :

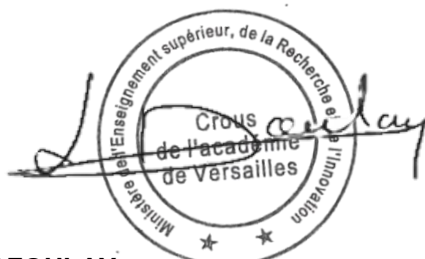
Crous de l'académie de Versailles
Direction des affaires juridiques
145 bis boulevard de la Reine
78000 Versailles

En complément, vous pouvez adresser une copie de votre recours gracieux à : affaires.juridiques@crous-versailles.fr.

Le cas échéant tout litige subséquent relève du Tribunal administratif territorialement compétent (Tribunal Administratif de Versailles).

Fait à Versailles, le 25/04/2025

Pour le Directeur général et par délégation le Directeur adjoint.



The image shows a handwritten signature in black ink over a circular official stamp. The stamp contains the text 'Crous de l'académie de Versailles' in the center, with 'Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation' around the top inner edge and two stars at the bottom. The signature appears to be 'Laurent AZOULAY'.

Laurent AZOULAY
Directeur adjoint



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



EL FAKKAK Imane
Résidence Les Aunettes
Logement n° A208
1, impasse de Prédecelle
91000 Évry

Décision d'abrogation n°2025-xx de la décision d'admission d'un logement en résidence universitaire.

LE DIRECTEUR GENERAL DU CENTRE RÉGIONAL DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES ET SCOLAIRES DE VERSAILLES

Vu les articles L242-1 à L242-5 du code des relations entre le public et l'administration ;
Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L.822-1, R.822-2, R.822-30, R.822-31 ;
Vu le décret n°2016-1020 du 26 juillet 2016 fixant les critères d'attribution de certaines catégories de logements destinés aux étudiants ;
Vu le décret n°2016-1042 du 29 juillet 2016 relatif aux missions et à l'organisation des œuvres universitaires ;
Vu la circulaire Cnous n° 20240221-1 « modalités de gestion locative pour la campagne d'admission 2024-2025 » du 21 février 2024 ;
Vu la décision unilatérale d'admission pour l'année universitaire 2024-2025 ;
Vu le règlement intérieur des résidences du Crous de l'académie Versailles ;
Vu les relances en date du 09/12/2024 et 07/02/2025 ayant pour objet la constitution du dossier locatif ;
Vu les rappels en date du xx/xx/xxxx ;
Vu le compte rendu de l'entretien du XXX en présence de XXX, Directeur des résidences du site des Hauts-de-Bievre/VSQ/Saclay, et de XXX, Directrice adjointe, pour lequel Monsieur / Madame XX a été dûment convoqué ;

CONSIDERANT les observations de Madame EL FAKKAK Imane recueillis au cours de l'entretien du XXX ;

CONSIDERANT que Madame EL FAKKAK Imane, malgré les relances, n'a pas fourni les pièces constitutives prévues à l'article 1.1 de sa décision d'admission, à savoir :

- Le certificat de scolarité ;
- L'attestation d'assurance multirisque habitation ;

CONSIDERANT que Madame / Monsieur EL FAKKAK Imane ne peut justifier de sa qualité d'ayant droit pour l'année 2024/2025 ;

CONSIDERANT que Monsieur / Madame EL FAKKAK Imane a reconnu, dans un courriel daté du xxx, ne plus avoir le statut d'étudiant // ne pas disposer d'un certificat de scolarité ;

CONSIDERANT que, lors d'une intervention de traitement des nuisibles et visite de contrôle effectuée le xx et le xx il a été constaté que Madame / Monsieur EL FAKKAK Imane a manqué à ses obligations d'hygiène et d'entretien de son logement et n'a pas respecté le protocole de désinfection prévu à l'article 7 du règlement intérieur, et ce, en dépit des avertissements qui lui ont été adressés ;

CONSIDERANT que, suite au refus de Madame / Monsieur EL FAKKAK Imane à la visite de contrôle du xxx en vue du respect du règlement intérieur, il a été convoqué à un entretien, mais n'a pas donné suite à celui-ci ;

CONSIDERANT qu'il convient de constater que Madame / Monsieur EL FAKKAK Imane ne s'est pas acquitté du paiement de sa redevance à terme échu, soit le 1er jour du mois suivant d'occupation, conformément aux modalités décrites dans l'annexe financière de sa décision d'admission, Madame / Monsieur EL FAKKAK Imane est en dette de xx € à la date du 28 février 2025 ;

CONSIDERANT que, ces faits sont de nature à constituer des manquements manifestes aux obligations incombant au statut de résident,

DECIDE

Article 1 Abrogation

La décision d'admission de Madame / Monsieur EL FAKKAK Imane portant titre d'occupation du logement A208 dans la résidence universitaire « Les Aunettes » **est abrogée avec effet à la date du 1^{er} avril 2025.**

Article 2 Conséquences de l'abrogation pour un occupant

Par l'effet de la présente décision, Madame / Monsieur EL FAKKAK Imane devient occupant sans droit ni titre de la résidence qu'elle/il doit quitter sans délai à compter de la date du 1^{er} avril 2025. Dans le cas où Madame / Monsieur EL FAKKAK Imane ne se conformerait pas à cette décision, le Crous de Versailles saisira le tribunal administratif de Versailles sur le fondement de l'article L. 521-3 du code de justice administrative, d'une demande d'expulsion.

Article 3 Voies et délais de recours

Les litiges résultant de l'application de la présente décision peuvent faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la direction générale du Crous dans un délai de deux mois après la date de notification de la présente décision à l'adresse suivante :

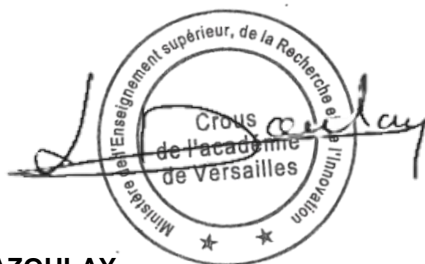
Crous de l'académie de Versailles
Direction des affaires juridiques
145 bis boulevard de la Reine
78000 Versailles

En complément, vous pouvez adresser une copie de votre recours gracieux à : affaires.juridiques@crous-versailles.fr.

Le cas échéant tout litige subséquent relève du Tribunal administratif territorialement compétent (Tribunal Administratif de Versailles).

Fait à Versailles, le 25/04/2025

Pour le Directeur général et par délégation le Directeur adjoint.



The image shows a handwritten signature in black ink over a circular official stamp. The stamp contains the text 'Crous de l'académie de Versailles' in the center, with 'Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de l'Innovation' around the top inner edge and two stars at the bottom. The signature appears to be 'Laurent AZOULAY'.

Laurent AZOULAY
Directeur adjoint



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



BOUSLIMANI RAMI
Résidence Les Aunettes
Logement n° B109A
1, impasse de Prédecelle
91000 Évry

Décision d'abrogation n°2025-xx de la décision d'admission d'un logement en résidence universitaire.

LE DIRECTEUR GENERAL DU CENTRE RÉGIONAL DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES ET SCOLAIRES DE VERSAILLES

Vu les articles L242-1 à L242-5 du code des relations entre le public et l'administration ;
Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L.822-1, R.822-2, R.822-30, R.822-31 ;
Vu le décret n°2016-1020 du 26 juillet 2016 fixant les critères d'attribution de certaines catégories de logements destinés aux étudiants ;
Vu le décret n°2016-1042 du 29 juillet 2016 relatif aux missions et à l'organisation des œuvres universitaires ;
Vu la circulaire Cnous n° 20240221-1 « modalités de gestion locative pour la campagne d'admission 2024-2025 » du 21 février 2024 ;
Vu la décision unilatérale d'admission pour l'année universitaire 2024-2025 ;
Vu le règlement intérieur des résidences du Crous de l'académie Versailles ;
Vu les relances en date du 09/12/2024 et 07/02/2025 ayant pour objet la constitution du dossier locatif ;
Vu les rappels en date du xx/xx/xxxx ;
Vu le compte rendu de l'entretien du XXX en présence de XXX, Directeur des résidences du site des Hauts-de-Bievre/VSQ/Saclay, et de XXX, Directrice adjointe, pour lequel Monsieur / Madame XX a été dûment convoqué ;

CONSIDERANT les observations de BOUSLIMANI RAMI recueillis au cours de l'entretien du XXX ;

CONSIDERANT que BOUSLIMANI RAMI, malgré les relances, n'a pas fourni les pièces constitutives prévues à l'article 1.1 de sa décision d'admission, à savoir :

- Le certificat de scolarité ;
- L'attestation d'assurance multirisque habitation ;

CONSIDERANT que Madame / Monsieur BOUSLIMANI RAMI ne peut justifier de sa qualité d'ayant droit pour l'année 2024/2025 ;

CONSIDERANT que Monsieur / Madame BOUSLIMANI RAMI a reconnu, dans un courriel daté du xxx, ne plus avoir le statut d'étudiant // ne pas disposer d'un certificat de scolarité ;

CONSIDERANT que, lors d'une intervention de traitement des nuisibles et visite de contrôle effectuée le xx et le xx il a été constaté que Madame / Monsieur BOUSLIMANI RAMI a manqué à ses obligations d'hygiène et d'entretien de son logement et n'a pas respecté le protocole de désinfection prévu à l'article 7 du règlement intérieur, et ce, en dépit des avertissements qui lui ont été adressés ;

CONSIDERANT que, suite au refus de Madame / Monsieur BOUSLIMANI RAMI à la visite de contrôle du xxx en vue du respect du règlement intérieur, il a été convoqué à un entretien, mais n'a pas donné suite à celui-ci ;

CONSIDERANT qu'il convient de constater que Madame / Monsieur BOUSLIMANI RAMI ne s'est pas acquitté du paiement de sa redevance à terme échu, soit le 1er jour du mois suivant d'occupation, conformément aux modalités décrites dans l'annexe financière de sa décision d'admission, Madame / Monsieur BOUSLIMANI RAMI est en dette de xx € à la date du 28 février 2025 ;

CONSIDERANT que, ces faits sont de nature à constituer des manquements manifestes aux obligations incombant au statut de résident,

DECIDE

Article 1 Abrogation

La décision d'admission de Madame / Monsieur BOUSLIMANI RAMI portant titre d'occupation du logement B109A dans la résidence universitaire « Les Aunettes » est abrogée avec effet à la date du 1^{er} avril 2025.

Article 2 Conséquences de l'abrogation pour un occupant

Par l'effet de la présente décision, Madame / Monsieur BOUSLIMANI RAMI devient occupant sans droit ni titre de la résidence qu'elle/il doit quitter sans délai à compter de la date du 1^{er} avril 2025. Dans le cas où Madame / Monsieur BOUSLIMANI RAMI ne se conformerait pas à cette décision, le Crous de Versailles saisira le tribunal administratif de Versailles sur le fondement de l'article L. 521-3 du code de justice administrative, d'une demande d'expulsion.

Article 3 Voies et délais de recours

Les litiges résultant de l'application de la présente décision peuvent faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la direction générale du Crous dans un délai de deux mois après la date de notification de la présente décision à l'adresse suivante :

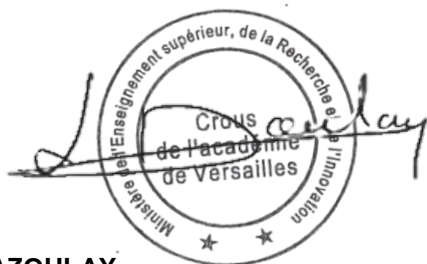
Crous de l'académie de Versailles
Direction des affaires juridiques
145 bis boulevard de la Reine
78000 Versailles

En complément, vous pouvez adresser une copie de votre recours gracieux à : affaires.juridiques@crous-versailles.fr.

Le cas échéant tout litige subséquent relève du Tribunal administratif territorialement compétent (Tribunal Administratif de Versailles).

Fait à Versailles, le 25/04/2025

Pour le Directeur général et par délégation le Directeur adjoint.



Laurent AZOULAY
Directeur adjoint



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



LEFEDOR Calernst
Résidence Les Aunettes
Logement n° B109B
1, impasse de Prédecelle
91000 Évry

Décision d'abrogation n°2025-xx de la décision d'admission d'un logement en résidence universitaire.

LE DIRECTEUR GENERAL DU CENTRE RÉGIONAL DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES ET SCOLAIRES DE VERSAILLES

Vu les articles L242-1 à L242-5 du code des relations entre le public et l'administration ;
Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L.822-1, R.822-2, R.822-30, R.822-31 ;
Vu le décret n°2016-1020 du 26 juillet 2016 fixant les critères d'attribution de certaines catégories de logements destinés aux étudiants ;
Vu le décret n°2016-1042 du 29 juillet 2016 relatif aux missions et à l'organisation des œuvres universitaires ;
Vu la circulaire Cnous n° 20240221-1 « modalités de gestion locative pour la campagne d'admission 2024-2025 » du 21 février 2024 ;
Vu la décision unilatérale d'admission pour l'année universitaire 2024-2025 ;
Vu le règlement intérieur des résidences du Crous de l'académie Versailles ;
Vu les relances en date du 09/12/2024 et 07/02/2025 ayant pour objet la constitution du dossier locatif ;
Vu les rappels en date du xx/xx/xxxx ;
Vu le compte rendu de l'entretien du XXX en présence de XXX, Directeur des résidences du site des Hauts-de-Bievre/VSQ/Saclay, et de XXX, Directrice adjointe, pour lequel Monsieur / Madame XX a été dûment convoqué ;

CONSIDERANT les observations de Monsieur LEFEDOR Calernst recueillis au cours de l'entretien du XXX ;

CONSIDERANT que Monsieur LEFEDOR Calernst, malgré les relances, n'a pas fourni les pièces constitutives prévues à l'article 1.1 de sa décision d'admission, à savoir :

- Le certificat de scolarité ;
- L'attestation d'assurance multirisque habitation ;

CONSIDERANT que Madame / Monsieur LEFEDOR Calernst ne peut justifier de sa qualité d'ayant droit pour l'année 2024/2025 ;

CONSIDERANT que Monsieur / Madame LEFEDOR Calernst a reconnu, dans un courriel daté du xxx, ne plus avoir le statut d'étudiant // ne pas disposer d'un certificat de scolarité ;

CONSIDERANT que, lors d'une intervention de traitement des nuisibles et visite de contrôle effectuée le xx et le xx il a été constaté que Madame / Monsieur LEFEDOR Calernst a manqué à ses obligations d'hygiène et d'entretien de son logement et n'a pas respecté le protocole de désinfection prévu à l'article 7 du règlement intérieur, et ce, en dépit des avertissements qui lui ont été adressés ;

CONSIDERANT que, suite au refus de Madame / Monsieur LEFEDOR Calernst à la visite de contrôle du xxx en vue du respect du règlement intérieur, il a été convoqué à un entretien, mais n'a pas donné suite à celui-ci ;

CONSIDERANT qu'il convient de constater que Madame / Monsieur LEFEDOR Calernst ne s'est pas acquitté du paiement de sa redevance à terme échu, soit le 1er jour du mois suivant d'occupation, conformément aux modalités décrites dans l'annexe financière de sa décision d'admission, Madame / Monsieur LEFEDOR Calernst est en dette de xx € à la date du 28 février 2025 ;

CONSIDERANT que, ces faits sont de nature à constituer des manquements manifestes aux obligations incombant au statut de résident,

DECIDE

Article 1 Abrogation

La décision d'admission de Madame / Monsieur LEFEDOR Calernst portant titre d'occupation du logement B109B dans la résidence universitaire « Les Aunettes » **est abrogée avec effet à la date du 1^{er} avril 2025.**

Article 2 Conséquences de l'abrogation pour un occupant

Par l'effet de la présente décision, Madame / Monsieur LEFEDOR Calernst devient occupant sans droit ni titre de la résidence qu'elle/il doit quitter sans délai à compter de la date du 1^{er} avril 2025. Dans le cas où Madame / Monsieur LEFEDOR Calernst ne se conformerait pas à cette décision, le Crous de Versailles saisira le tribunal administratif de Versailles sur le fondement de l'article L. 521-3 du code de justice administrative, d'une demande d'expulsion.

Article 3 Voies et délais de recours

Les litiges résultant de l'application de la présente décision peuvent faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la direction générale du Crous dans un délai de deux mois après la date de notification de la présente décision à l'adresse suivante :

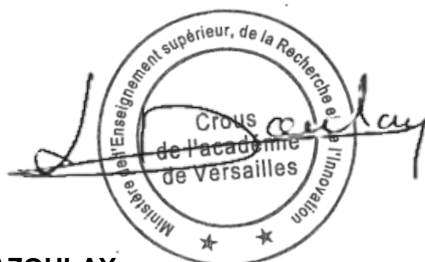
Crous de l'académie de Versailles
Direction des affaires juridiques
145 bis boulevard de la Reine
78000 Versailles

En complément, vous pouvez adresser une copie de votre recours gracieux à : affaires.juridiques@crous-versailles.fr.

Le cas échéant tout litige subséquent relève du Tribunal administratif territorialement compétent (Tribunal Administratif de Versailles).

Fait à Versailles, le 25/04/2025

Pour le Directeur général et par délégation le Directeur adjoint.



Crous
de l'académie
de Versailles

Laurent AZOULAY
Directeur adjoint



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



OSSOMBI-DIRA Maryol
Degrâce
Résidence Les Aunettes
Logement n° A102
1, impasse de Prédecelle
91000 Évry

Décision d'abrogation n°2025-xx de la décision d'admission d'un logement en résidence universitaire.

LE DIRECTEUR GENERAL DU CENTRE RÉGIONAL DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES ET SCOLAIRES DE VERSAILLES

Vu les articles L242-1 à L242-5 du code des relations entre le public et l'administration ;
Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L.822-1, R.822-2, R.822-30, R.822-31 ;
Vu le décret n°2016-1020 du 26 juillet 2016 fixant les critères d'attribution de certaines catégories de logements destinés aux étudiants ;
Vu le décret n°2016-1042 du 29 juillet 2016 relatif aux missions et à l'organisation des œuvres universitaires ;
Vu la circulaire Cnous n° 20240221-1 « modalités de gestion locative pour la campagne d'admission 2024-2025 » du 21 février 2024 ;
Vu la décision unilatérale d'admission pour l'année universitaire 2024-2025 ;
Vu le règlement intérieur des résidences du Crous de l'académie Versailles ;
Vu les relances en date du 09/12/2024 et 07/02/2025 ayant pour objet la constitution du dossier locatif ;
Vu les rappels en date du xx/xx/xxxx ;
Vu le compte rendu de l'entretien du XXX en présence de XXX, Directeur des résidences du site des Hauts-de-Bievre/VSQ/Saclay, et de XXX, Directrice adjointe, pour lequel Monsieur / Madame XX a été dûment convoqué ;

CONSIDERANT les observations de Monsieur OSSOMBI-DIRA Maryol Degrâce recueillis au cours de l'entretien du XXX ;

CONSIDERANT que Monsieur OSSOMBI-DIRA Maryol Degrâce, malgré les relances, n'a pas fourni les pièces constitutives prévues à l'article 1.1 de sa décision d'admission, à savoir :

- Le certificat de scolarité ;
- L'attestation d'assurance multirisque habitation ;

CONSIDERANT que Madame / Monsieur OSSOMBI-DIRA Maryol Degrâce ne peut justifier de sa qualité d'ayant droit pour l'année 2024/2025 ;

CONSIDERANT que Monsieur / Madame OSSOMBI-DIRA Maryol Degrâce a reconnu, dans un courriel daté du xxx, ne plus avoir le statut d'étudiant // ne pas disposer d'un certificat de scolarité ;

CONSIDERANT que, lors d'une intervention de traitement des nuisibles et visite de contrôle effectuée le xx et le xx il a été constaté que Madame / Monsieur OSSOMBI-DIRA Maryol Degrâce a manqué à ses obligations d'hygiène et d'entretien de son logement et n'a pas respecté le protocole de désinfection prévu à l'article 7 du règlement intérieur, et ce, en dépit des avertissements qui lui ont été adressés ;

CONSIDERANT que, suite au refus de Madame / Monsieur OSSOMBI-DIRA Maryol Degrâce à la visite de contrôle du xxx en vue du respect du règlement intérieur, il a été convoqué à un entretien, mais n'a pas donné suite à celui-ci ;

CONSIDERANT qu'il convient de constater que Madame / Monsieur OSSOMBI-DIRA Maryol Degrâce ne s'est pas acquitté du paiement de sa redevance à terme échu, soit le 1er jour du mois suivant d'occupation, conformément aux modalités décrites dans l'annexe financière de sa décision d'admission, Madame / Monsieur OSSOMBI-DIRA Maryol Degrâce est en dette de xx € à la date du 28 février 2025 ;

CONSIDERANT que, ces faits sont de nature à constituer des manquements manifestes aux obligations incombant au statut de résident,

DECIDE

Article 1 Abrogation

La décision d'admission de Madame / Monsieur OSSOMBI-DIRA Maryol Degrâce portant titre d'occupation du logement A102 dans la résidence universitaire « Les Aunettes » **est abrogée avec effet à la date du 1^{er} avril 2025.**

Article 2 Conséquences de l'abrogation pour un occupant

Par l'effet de la présente décision, Madame / Monsieur OSSOMBI-DIRA Maryol Degrâce devient occupant sans droit ni titre de la résidence qu'elle/il doit quitter sans délai à compter de la date du 1^{er} avril 2025. Dans le cas où Madame / Monsieur OSSOMBI-DIRA Maryol Degrâce ne se conformerait pas à cette décision, le Crous de Versailles saisira le tribunal administratif de Versailles sur le fondement de l'article L. 521-3 du code de justice administrative, d'une demande d'expulsion.

Article 3 Voies et délais de recours

Les litiges résultant de l'application de la présente décision peuvent faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la direction générale du Crous dans un délai de deux mois après la date de notification de la présente décision à l'adresse suivante :

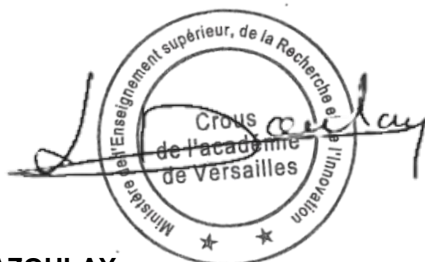
Crous de l'académie de Versailles
Direction des affaires juridiques
145 bis boulevard de la Reine
78000 Versailles

En complément, vous pouvez adresser une copie de votre recours gracieux à : affaires.juridiques@crous-versailles.fr.

Le cas échéant tout litige subséquent relève du Tribunal administratif territorialement compétent (Tribunal Administratif de Versailles).

Fait à Versailles, le 25/04/2025

Pour le Directeur général et par délégation le Directeur adjoint.



The image shows a handwritten signature in black ink over a circular official stamp. The stamp contains the text 'Crous de l'académie de Versailles' in the center, with 'Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de l'Innovation' around the top inner edge and two stars at the bottom. The signature appears to be 'Laurent AZOULAY'.

Laurent AZOULAY
Directeur adjoint



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



DIEDHIOU Fatou Bintou
Résidence Les Aunettes
Logement n° C001
1, impasse de Prédecelle
91000 Évry

Décision d'abrogation n°2025-xx de la décision d'admission d'un logement en résidence universitaire.

LE DIRECTEUR GENERAL DU CENTRE RÉGIONAL DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES ET SCOLAIRES DE VERSAILLES

Vu les articles L242-1 à L242-5 du code des relations entre le public et l'administration ;
Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L.822-1, R.822-2, R.822-30, R.822-31 ;
Vu le décret n°2016-1020 du 26 juillet 2016 fixant les critères d'attribution de certaines catégories de logements destinés aux étudiants ;
Vu le décret n°2016-1042 du 29 juillet 2016 relatif aux missions et à l'organisation des œuvres universitaires ;
Vu la circulaire Cnous n° 20240221-1 « modalités de gestion locative pour la campagne d'admission 2024-2025 » du 21 février 2024 ;
Vu la décision unilatérale d'admission pour l'année universitaire 2024-2025 ;
Vu le règlement intérieur des résidences du Crous de l'académie Versailles ;
Vu les relances en date du 09/12/2024 et 07/02/2025 ayant pour objet la constitution du dossier locatif ;
Vu les rappels en date du xx/xx/xxxx ;
Vu le compte rendu de l'entretien du XXX en présence de XXX, Directeur des résidences du site des Hauts-de-Bievre/VSQ/Saclay, et de XXX, Directrice adjointe, pour lequel Monsieur / Madame XX a été dûment convoqué ;

CONSIDERANT les observations de DIEDHIOU Fatou Bintou recueillis au cours de l'entretien du XXX ;

CONSIDERANT que DIEDHIOU Fatou Bintou, malgré les relances, n'a pas fourni les pièces constitutives prévues à l'article 1.1 de sa décision d'admission, à savoir :

- Le certificat de scolarité ;
- L'attestation d'assurance multirisque habitation ;

CONSIDERANT que Madame / Monsieur DIEDHIOU Fatou Bintou ne peut justifier de sa qualité d'ayant droit pour l'année 2024/2025 ;

CONSIDERANT que Monsieur / Madame DIEDHIOU Fatou Bintou a reconnu, dans un courriel daté du xxx, ne plus avoir le statut d'étudiant // ne pas disposer d'un certificat de scolarité ;

CONSIDERANT que, lors d'une intervention de traitement des nuisibles et visite de contrôle effectuée le xx et le xx il a été constaté que Madame / Monsieur DIEDHIOU Fatou Bintou a manqué à ses obligations d'hygiène et d'entretien de son logement et n'a pas respecté le protocole de désinfection prévu à l'article 7 du règlement intérieur, et ce, en dépit des avertissements qui lui ont été adressés ;

CONSIDERANT que, suite au refus de Madame / Monsieur DIEDHIOU Fatou Bintou à la visite de contrôle du xxx en vue du respect du règlement intérieur, il a été convoqué à un entretien, mais n'a pas donné suite à celui-ci ;

CONSIDERANT qu'il convient de constater que Madame / Monsieur DIEDHIOU Fatou Bintou ne s'est pas acquitté du paiement de sa redevance à terme échu, soit le 1er jour du mois suivant d'occupation, conformément aux modalités décrites dans l'annexe financière de sa décision d'admission, Madame / Monsieur DIEDHIOU Fatou Bintou est en dette de xx € à la date du 28 février 2025 ;

CONSIDERANT que, ces faits sont de nature à constituer des manquements manifestes aux obligations incombant au statut de résident,

DECIDE

Article 1 Abrogation

La décision d'admission de Madame / Monsieur DIEDHIOU Fatou Bintou portant titre d'occupation du logement C001 dans la résidence universitaire « Les Aunettes » **est abrogée avec effet à la date du 1^{er} avril 2025.**

Article 2 Conséquences de l'abrogation pour un occupant

Par l'effet de la présente décision, Madame / Monsieur DIEDHIOU Fatou Bintou devient occupant sans droit ni titre de la résidence qu'elle/il doit quitter sans délai à compter de la date du 1^{er} avril 2025. Dans le cas où Madame / Monsieur DIEDHIOU Fatou Bintou ne se conformerait pas à cette décision, le Crous de Versailles saisira le tribunal administratif de Versailles sur le fondement de l'article L. 521-3 du code de justice administrative, d'une demande d'expulsion.

Article 3 Voies et délais de recours

Les litiges résultant de l'application de la présente décision peuvent faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la direction générale du Crous dans un délai de deux mois après la date de notification de la présente décision à l'adresse suivante :

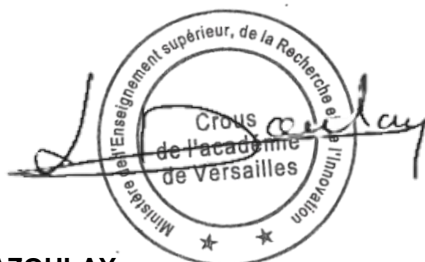
Crous de l'académie de Versailles
Direction des affaires juridiques
145 bis boulevard de la Reine
78000 Versailles

En complément, vous pouvez adresser une copie de votre recours gracieux à : affaires.juridiques@crous-versailles.fr.

Le cas échéant tout litige subséquent relève du Tribunal administratif territorialement compétent (Tribunal Administratif de Versailles).

Fait à Versailles, le 25/04/2025

Pour le Directeur général et par délégation le Directeur adjoint.



Crous
de l'académie
de Versailles

Laurent AZOULAY
Directeur adjoint